Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

L'université française existe-t-elle encore ?

Arnauld Leclerc , le dimanche 3 avril 2011

L'institution universitaire a été traversée, depuis une vingtaine d'années, par des modifications importantes issues pour l'essentiel de réformes qui ont été déterminées sans forcément prendre en compte la diversité des institutions d'enseignement supérieur et la spécificité, en leur sein, de l'Université. En France, ce mouvement s'est très fortement accéléré depuis 2007 et l'adoption de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, qui a concrétisé une double transformation de l'université, caractérisée par l'accroissement de sa bureaucratisation et sa soumission aux exigences qui régissent désormais la gestion publique, dont l'impératif de conformité à des objectifs chiffrés semble devenir le seul horizon intellectuel. Maître de conférences en science politique, spécialiste de théorie politique, Arnauld Leclerc observe depuis de longues années l'évolution du modèle universitaire français, au sein de ce qui se veut désormais constituer un espace européen de l'enseignement supérieur.

Catholica — L'université est classiquement présentée comme un lieu de production et de transmission du savoir ; son évolution récente tend à la transformer en appareil bureaucratique produisant des publications et des diplômes, dont l'objectif principal est de figurer en rang honorable dans divers classements : cette évolution, qui devient aujourd'hui très visible, est-elle récente ?

Arnauld Leclerc – Le modèle d'université que nous avons en tête est celui de Humboldt qui domina en Allemagne depuis le début du XIXe siècle : il faut d'abord créer un savoir avant de le transmettre, si bien que la recherche et l'enseignement doivent être étroitement associés. Il n'a jamais vraiment existé en France. Napoléon créa surtout des grandes écoles d'ingénieurs et l'on concéda une université impériale unique administrée d'en haut surtout pour former des professeurs. Même la refondation par la IIIe République se borna à institutionnaliser cette bipartition du système français doté de ce pilotage centralisé des universités.

Certes la culture « scientifique » des pères fondateurs de la République favorisa l'éclosion d'une « République des Professeurs » et une importante promotion de la science mais il ne faut pas oublier que l'objectif final était double : concurrencer le rival allemand qui avait manifesté sa supériorité scientifique en 1870 et conférer à la République un prestige et une élite intellectuelle. Avec la Deuxième Guerre mondiale, cette orientation fut remise en cause. Dès 1939 et plus encore en 1945, la création du CNRS visait à tenter de confisquer la recherche en la sortant de l'Université au profit d'un organe national externe. Finalement, on revint vers une solution hybride (recherche partiellement mixte universités-CNRS) à partir de 1966. Au même moment, la massification de l'enseignement supérieur introduisit une plus grande polarisation sur la transmission du savoir au sein des universités. C'est le début d'un processus de démultiplication des missions de l'Université

que l'on charge de s'ouvrir sur la société, d'accompagner ses étudiants, de participer plus intensivement au débat public, de contribuer au développement économique des territoires, de développer les coopérations internationales et finalement de gérer l'insertion professionnelle de ses étudiants. Les tâches se sont empilées sans véritable priorité et même sans véritablement se poser trop de questions. Personne n'a alors perçu les effets en chaîne sur la nature des organisations et des métiers à l'intérieur de l'Université. [...]

Le dimanche 3 avril 2011 à 21:55 . Classé dans [Numéro 111](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.